



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département des Landes
EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU SYNDICAT MIXTE
EAUX MARENSIN MAREMNE ADOUR

NOMBRE DE COMMUNES :	31
NOMBRE DE DÉLÉGUÉS :	62
NOMBRE DE PRÉSENTS :	32
NOMBRE DE POUVOIR :	5

SÉANCE DU 10 MARS 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 10 mars à 18h30, le COMITÉ SYNDICAL dûment convoqué le 4 mars 2025, s'est réuni en session ordinaire, à la salle du conseil de la Communauté de Communes Maremne Adour Côte Sud à St Vincent de Tyrosse sous la présidence de Monsieur Francis BETBEDER. Ce Comité syndical fait suite au Comité syndical annulé du 3 mars faute de quorum il s'est tenu conformément aux statuts du Syndicat.

Étaient présents : C. DAUGA, M. HERNANDEZ, P. LABORDE, J. LAPEYRE, F. COUNILH, B. PASCOU, D. MOUSTIE, C. BAYENS, R. DUCAMP, C. TOLLIS, M. REMAZEILLES, D. MAHE, J. DE LA RIVA, V. DARTIGUEMALE, N. ROSPARS, J.P. FORGUES, M. DIRIBERRY, M. LIBIER, I. CAZALIS, P. VENDRIOS, J.M. GARAT, F. BETBEDER, F. BREDE, J. ROMAIN, A. COELHO, S. BERGEROO, D. BECUS, T. PERIAUT, M. CASTETS, J. BOUHAIN, L. COUTURE, D. JAMMES

Ont donné pouvoir : J.M. PEREZ A M. HERNANDEZ, H. BOUYRIE A F. BETBEDER, J. BELESTIN A M.T. LIBIER, B. LANGOUANERE A T. PERIAUT, J.C. DAULOUÈDE A L. COUTURE

Absents excusés : M. BRUTAILS, S. CAS, A. JOIE, N. MEDDA, J. VARTAVARIAN, P. BENOIST, B. DUBEARNES, H. DARRIGADE, C. JAY, J.P. LAUDINET, R. GELEZ, M.F. GONSETTE

Absents : V. AUDOUY, P. CASTEL, C. DAUGA, F. GUILLAMET, M.J. EVENE, S. BELLANGER, A. LATXAGUE, E. CLAVERIE, B. DARETS, M. DEMASDELAGE, M. GIRAUDO,

Présence de M. Frédéric Pomarez, Directeur Général des Services, Mme Nathalie Goin Directrice Administrative, M. David Maurel Directeur Exploitation.

Le secrétariat a été assuré par : MME CAZALIS

Délibération n° 2025-03-04 : Délibération donnant mandat au Centre de gestion des Landes pour négocier un accord avec les organisations syndicales représentatives et lancer la consultation ayant pour objet de conclure une convention de participation dans le domaine de la prévoyance

ENTENDU le rapport du Président, informant le Comité Syndical que la réforme de la protection sociale complémentaire initiée par l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique et le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire



des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, rend la participation financière des employeurs publics au financement des garanties couvrant le risque santé de leurs agents obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2026, avec un montant minimum de 15€ brut mensuel (selon l'article 6 du décret n°2022-581). Les garanties minimales sont celles du « contrat responsable », complétées du « panier de soins ».

La couverture santé couvre les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident de la vie (soins courants, médicaments, hospitalisation, frais dentaires, équipement optique, aides auditives).

Le dispositif réglementaire prévoit donc trois possibilités pour les collectivités, exclusives l'une de l'autre, s'agissant de la couverture santé :

- La mise en place d'une convention de participation via une procédure de mise en concurrence lancée en propre
- L'adhésion à une convention de participation proposée par leur Centre de gestion
- L'adhésion des agents à un contrat individuel labellisé
-

Aux termes de l'article 25-1 de l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 les centres de gestion ont, en effet, l'obligation de conclure une convention de participation pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort qui le demandent.

Par conséquent, le Centre de gestion des Landes a décidé de lancer en 2025 une consultation afin de conclure une convention de participation dans le domaine de la santé. Il propose aux collectivités intéressées de se joindre à cette procédure en lui donnant mandat par délibération.

Afin de respecter l'échéance imposée par le décret et en fonction des mandats confiés par les collectivités, le Centre de gestion sera en mesure de proposer une convention de participation dans le domaine de la santé à l'été 2025 pour **un début d'exécution du marché au 1^{er} janvier 2026**.

A l'issue de cette consultation la collectivité **conservera l'entière liberté de signer ou non la convention** de participation qui lui sera proposée.

Les garanties et les taux de cotisation obtenus seront présentés aux collectivités ayant donné mandat qui seront amenées à les présenter à leur organe délibérant.

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu l'article 4 du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 ;



Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 ;

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 ;

Vu l'avis du comité social territorial, consulté par mail le 20/02/2025 ;

Vu l'exposé du Président

Considérant l'intérêt de participer au marché mutualisé proposé par le Centre de gestion des Landes et afin de pouvoir prendre une décision avant fin 2025 ;

Le Comité Syndical après en avoir délibéré, et à l'unanimité

DÉCIDE :

De donner mandat au Centre de Gestion des Landes pour lancer la consultation auprès des assureurs, nécessaire à la conclusion d'une convention de participation dans le domaine de la santé, conformément à l'article 25-1 de l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021.

PREND ACTE que les tarifs et garanties lui seront soumis préalablement afin qu'il puisse prendre la décision **de signer ou non** la convention de participation souscrite par le Centre de gestion dont la prise d'effet sera fixée au 1^{er} janvier 2026.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

ST VINCENT DE TYROSSE, le 11 mars 2025

Le Secrétaire de Séance,
Isabelle CAZALIS

Le Président,
Francis BETBEDER

